



TRANSPARENCY INTERNATIONAL LUXEMBOURG

The press review

1-7 April 2013

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournis à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au secretariat@transparence.lu.

Information importante « hotline anti corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparence.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

National

Land

04.04.2013

Cotisations à la Chambre de commerce

Avis conforme, et après ?

Véronique Poujol

Depuis que la brèche a été ouverte, il y a cinq ans, lorsque les premières entreprises, des sociétés de participation financières pour l'essentiel, ont mis en cause tant leur affiliation obligatoire à la Chambre de commerce que le niveau des cotisations et sa base légale, ce gros paquebot du patronat luxembourgeois affronte tempête après tempête et essaye de se garder à flot. La dernière attaque en règle subie par l'organisation tourne pour une fois à son avantage : la Cour constitutionnelle, dans une série de vingt arrêts, tous identiques dans leur raisonnement et leur formulation, a jugé « conforme » un règlement interne de la Chambre de commerce l'habilitant à déterminer elle-même les modalités de calcul des cotisations de ses membres. La loi du 26 octobre 2010 avait servi de base légale à ce règlement, mais de nombreuses entreprises en contestent toujours la légalité devant les juridictions administratives. Et les recours continuent de pleuvoir toutes les semaines, comme si la législation de l'automne 2010, plutôt que d'avoir affaibli la fibre contestatrice des entreprises, l'avait au contraire encouragé. La faiblesse du dispositif législatif, qui fut adopté dans la précipitation et en seconde lecture, après l'opposition formelle du Conseil d'État, a sans doute contribué la férocité des initiatives à l'encontre des bulletins de cotisation et du principe même des cotisations et de l'obligation à financer le train de vie d'une organisation que beaucoup de chefs d'entreprise considèrent comme superfétatoire et sans grande utilité sur le plan de leur développement international. Sur le plan juridique, ce sont aussi ses « prérogatives exorbitantes » qui posent problème, dont celle de pouvoir régler elle-même la question de ses cotisations. Les juristes de l'organisation les avaient justifiées, en replaçant ses pouvoirs dans le cadre de l'autonomie budgétaire qui lui fut accordée par la loi du 26 octobre 2010. Cette loi d'habilitation lui octroyant un pouvoir réglementaire autonome, c'est-à-dire indépendant de l'exécution d'une loi, assurent ainsi ses défenseurs. Il fallait le vérifier, d'autant que le Conseil d'État avait lui-même fait part de ses plus grands doutes.

Un véritable œil de cyclone fiscal

2013-04-04 12:10:00

86 journalistes lèvent le voile jeudi sur un gigantesque scandale fiscal. Sont divulguées depuis minuit des données informatiques concernant des sociétés offshore provenant de plusieurs hauts lieux d'évasion fiscale, notamment des îles vierges britanniques, îles Cook et aussi du Luxembourg.

Les médias internationaux parlent d'un véritable séisme fiscal. Un disque dur, envoyé anonymement par la poste à une adresse en Australie, serait à l'origine de ce scandale. Le fruit d'un travail réalisé ces 15 derniers mois par 86 journalistes qui aboutit à une plongée dans le monde opaque des paradis fiscaux. « Sans doute la plus grande collaboration journalistique internationale de l'histoire », remarque le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) qui a initié ces recherches de longue haleine.

Y ont participé des investigateurs de journaux de grande renommée. Ces membres du ICIJ ont en leur possession plus de 2,5 millions d'emails sur 122 000 sociétés "offshore" et quelque 12 000 intermédiaires : mémos internes, copies de passeports, pièces comptables ou encore documents officiels.

Soit « le plus important stock d'informations venues de l'intérieur sur le système des sociétés off-shore jamais obtenu par des médias », commente [le Guardian](#), qui fait partie de la quarantaine d'organes de presse internationaux qui ont ensuite eu accès à ces données confidentielles, avec *Le Monde*, la *BBC*, le *Washington Post*, *Le Soir*, *Matin Dimanche* ou encore la [Süddeutsche Zeitung](#).

Une liste sans fin

Depuis minuit, les journalistes révèlent progressivement les secrets financiers jusqu'ici les mieux gardés. Sont passées au crible des transactions offshore issues de sociétés et de particuliers provenant de 170 pays. Parmi les fraudeurs, des personnalités apparemment liées à des sociétés off-shore dans des paradis fiscaux.

Ces informations concernent principalement les Iles vierges britanniques et représentent un volume « 160 fois supérieur aux informations confidentielles publiées par WikiLeaks sur le département d'Etat américain en 2010 ». Elles ont filtré à partir de deux sociétés offrant des services "offshore" à Singapour et aux Iles Vierges.

On y trouve les noms de "milliers de détenteurs" d'intérêts dans des paradis fiscaux, dentistes américains, « villageois grecs issus des classes moyennes », dirigeants étrangers, milliardaires et marchands d'armes, écrit le Guardian.

De nombreux titres prévoient de divulguer de plus amples informations au courant de la journée. Le journal britannique The Guardian est dans ce contexte le premier à publier les noms d'une série de personnalités et de dirigeants actionnaires de sociétés dans des paradis

fiscaux.

Parmi eux, le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev qui aurait quatre sociétés off-shore aux Iles Vierges à son nom ou à celui de son épouse et de ses filles. Ou l'ancien ministre des Finances de Mongolie, Bayartsogt Sangajav, qui aurait monté la société "Legend Plus Capital Ltd" quand il était occupait ses fonctions ministérielles.

Y figurent aussi la célèbre collectionneuse d'art espagnole Carmen Thyssen-Bornemisza, la fille aînée de l'ancien dictateur philippin Ferdinand Marcos, Maria, et Olga Chouvalova, la femme d'Igor Chouvalov, un homme d'affaires proche de Vladimir Poutine, titulaire du poste de vice-Premier ministre en Russie.

Le Luxembourg dans le collimateur

Dans son édition électronique de 17h00, [Le Soir](#) divulguera des données concernant la Belgique, ce qui risque de déclencher une hécatombe dans le monde financier et d'ébranler le paradis fiscal. Comme le souligne le quotidien belge, cette fuite risque de tâcher « la Russie, l'Azerbaïdjan, les Philippines, le Kazakhstan, Chypre, la Thaïlande, le Zimbabwe, la dictature birmane mais aussi, plus prosaïquement, les plus fortunés d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest », ... et probablement aussi le Grand-Duché.

Les données concernent d'ailleurs un certain nombre de contribuables suisses, comme le célèbre photographe Gunter Sachs, héritier de la dynastie von Opel, des voitures Opel, rapporte *Le Matin Dimanche*. Entre 1993 et 2007, Portcullis Trustnet aux Îles Cook a ouvert pour lui deux sociétés à responsabilité limitée ainsi que cinq trusts.

« Selon une enquête réalisée en commun avec la *Süddeutsche Zeitung*, aucune de ces entités ne figure dans la déclaration fiscale de Gunter Sachs, qui était domicilié à Gstaad les trois dernières années de sa vie, de 2008 jusqu'à son suicide dans la nuit du 6 au 7 mai 2011 » précise le journal suisse. Sa déclaration fiscale ne mentionnait pas non plus les sociétés basées au Luxembourg et au Panama. « Deux d'entre elles disposent de plus de 9 millions de francs de capital ainsi que des placements immobiliers en Suisse valant des millions ». Toujours suivant *Le Matin Dimanche*, Gunter Sachs avait déclaré au canton de Berne quelque 470 millions de francs de patrimoine lors des dernières années de sa vie. Un patrimoine qui d'après ses anciens employés était largement supérieur.

« Les montages juridiques et financiers de Gunter Sachs, qui passent par les Îles Cook, le Luxembourg, les Îles Vierges britanniques, les Bahamas ou Panama, ont en partie été réalisés avec les conseils de l'étude Lenz & Staehlin, basée à Genève, Lausanne et Zurich et employant plus de 150 avocats » poursuit le quotidien. L'un des partenaires, Peter Hafter, a d'ailleurs déclaré que « les trusts concernés n'ont pas été mis en place pour des raisons fiscales, mais bien plus pour la planification successorale ». Cet interlocuteur privilégié de Gunter Sachs a en outre indiqué que l'ensemble du patrimoine de Gunter Sachs a été signalé aux autorités fiscales concernées au moment de sa mort, tout en assurant que « si les trusts n'ont effectivement pas été annoncés aux autorités fiscales, les actifs qui s'y trouvaient l'ont été ».

La France pas épargnée

L'affaire se révèle particulièrement embarrassante pour le président français Hollande, déjà aux prises avec le scandale déclenché par l'inculpation de son ex-ministre du Budget [Jérôme Cahuzac pour fraude fiscale](#) : Jean-Jacques Augier, son trésorier pendant la campagne présidentielle de 2012, est en effet aussi mentionné par l'ICIJ.

Selon le journal français *Le Monde*, il serait actionnaire de deux sociétés offshore dans les îles Caïmans par le biais de son holding financier Eurane.

Ce dernier a confirmé qu'il avait participé à ces montages à la demande de ses partenaires, notamment d'un homme d'affaires chinois, mais il a assuré qu'il n'y avait là rien d'"illégal".

The Guardian prend aussi le soin de rappeler que "rien ne suggère que les personnes mentionnées sur ces listes aient enfreint la loi".

Mais ce "Who's Who des paradis fiscaux", comme le baptise l'ICIJ, « montre comment le secret de la finance off-shore s'étend dans le monde, permettant aux riches d'éviter de payer des impôts, alimentant la corruption et les malheurs des pays riches et pauvres », souligne le consortium. Pour lui, la crise chypriote actuelle « est un des exemples de la façon dont le système off-shore peut affecter la stabilité financière d'un pays ».

La Grèce a d'ailleurs immédiatement annoncé l'ouverture d'une enquête sur les comptes d'une centaine de sociétés offshore inconnues de ses services fiscaux, dont l'existence a été révélée par l'ICIJ. Ces dispositifs offshore ont constitué pendant des années un des vecteurs clés de l'évasion fiscale endémique dans ce pays.

La Commission européenne a, quant à elle, profité de l'occasion pour exhorter les Etats membres de l'UE à "se saisir de la question" de l'évasion fiscale qui coûte « plus de 1.000 milliards d'euros par an à l'Europe ».

Le *Tax Justice Network*, un réseau international de chercheurs et de militants qui lutte pour la "justice fiscale", évalue à 20.0000 à 30.000 milliards de dollars le montant des sommes dissimulées dans les paradis fiscaux de par le monde.

afp/lequotidien (actualisé à 16h43)

Bruxelles exhorte les pays de l'UE à "se saisir" de la question de l'évasion fiscale

La Commission européenne a exhorté jeudi les pays de l'UE à "se saisir de la question" de l'évasion fiscale, notamment en adoptant une définition commune de ce qu'est un paradis fiscal, et a rappelé que l'évasion fiscale coûtait "plus de 1.000 milliards" d'euros par an à l'Europe.

Interrogé au cours d'un point de presse sur la liste de personnalités actionnaires de sociétés dans des paradis fiscaux, publiée jeudi par plusieurs journaux dans le monde, le porte-parole de la Commission européenne, Olivier Bailly, a refusé de la commenter.

Mais, a-t-il rappelé, la Commission "a une position très ferme sur la fraude fiscale en générale" et a proposé en décembre dernier des mesures qui "sont encore en attente d'accord de la part des Etats membres" de l'UE.

Le but est de "limiter le coût de l'évasion fiscale en Europe, que nous évaluons à plus de 1.000 milliards d'euros par an", a-t-il expliqué.

"Pour la Commission, il ne doit y avoir aucune complaisance quelle qu'elle soit pour les individus, les sociétés ou les pays tiers qui contournent les lois internationales pour organiser la fraude fiscale", a-t-il dit.

La Commission a proposé en décembre un paquet d'une trentaine de mesures visant à lutter contre l'évasion fiscale. Elle y invite notamment les Etats de l'UE à faire une liste des paradis fiscaux, et à renforcer les accords de double imposition entre pays, pour éviter les vides juridiques favorisant la fraude fiscale.

"Nous attendons que les Etats membres se saisissent de cette question", a-t-il dit, ajoutant: "nous voulons que les Etats membres développent une position commune et une définition commune de ce qu'est un paradis fiscal".

A la question de savoir si le **Luxembourg** est un paradis fiscal, M. Bailly n'a pas directement répondu, rappelant que des règles "très claires" s'appliquaient à "tous les Etats membres" de l'UE en matière de transmission d'informations sur les contenus des comptes bancaires.

"Nous sommes plutôt en train d'essayer d'avoir une définition des pratiques qui seraient illégales, plutôt que d'un terme qui cristallise", comme celui de paradis fiscal, a-t-il ajouté.

Luc Frieden: "Le Luxembourg ne mise pas sur une clientèle qui veut échapper au fisc"

Dans une interview accordée au journal allemand Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung, Luc Frieden parle des concessions que le Luxembourg est prêt à faire en matière de secret bancaire.



Le ministre des Finances, Luc Frieden
(Photo: Gerry Huberty)

(mv) "Jetzt ist Luxemburg dran" (maintenant c'est au Luxembourg de payer), tel est le titre d'un article paru dimanche dans la Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung. Et l'auteur de continuer: "Des milliards d'euros sont cachés au Luxembourg par des citoyens Allemands qui veulent échapper au fisc allemand. Une affaire lucrative pour le petit pays. Une pratique qui devrait bientôt ne plus exister."

Voici les principales réactions de Luc Frieden:

- **L'échange d'informations:** "Contrairement à la pratique qui existait jusque-là, nous ne le refusons plus catégoriquement. Nous souhaitons une plus grande coopération avec les administrations fiscales des autres pays."
- **Y-aura-t-il un exode des clients?:** "Ceci aurait été peut-être le cas il y a 15 ans. Aujourd'hui, nos clients sont contents des conseils professionnels prodigués...Le Luxembourg ne mise pas sur une clientèle qui veut échapper au fisc."

- **Le risque de finir comme Chypre:** " Cette crainte n'existe pas. Notre place financière n'est pas comparable à celle de Chypre... Pour un quart de nos banques, la société-mère est allemande... En plus, les sociétés-mères sont actives partout dans le monde, ce qui réduit considérablement les risques. Notre place financière ne se limite d'ailleurs pas à une seule activité, nous avons les banques, les assurances et les fonds."
- **Pourtant il y a eu Dexia et Fortis:** "Ces deux banques avaient un caractère systémique. Il fallait les sauver, une faillite aurait causé du tort à toute la zone euro."

"We are in close consultations with Luxembourg and discussed the issue a few weeks ago during a meeting of the German-speaking finance ministers in Berlin."

One of six founding members of the EU, Luxembourg has increasingly come under the microscope in post-global financial crisis legislative clean-up action, primarily for its culture of banking secrecy.

Frieden said recently he wants finance clients to come to Luxembourg "not to escape taxation... but because our products and services are better geared to international needs."

The Luxembourg government said the sector includes 141 banks from 26 countries and 3,840 investment funds sold in 70 other countries.

The issue gained fresh prominence this month when a vast trove of emails and leaked records from offshore tax havens exposed the identities of thousands of account holders.

The release prompted fresh calls to crack down on banking systems that facilitate tax dodging.

Régional & International



France: l'ex-ministre Cahuzac mis en examen pour blanchiment de fraude fiscale 2013-04-02 15:01:00



L'ancien ministre du Budget Jérôme Cahuzac a été entendu mardi après-midi par les juges d'instruction chargés de l'enquête sur ses comptes présumés en Suisse et à Singapour (Photo: afp)

L'ancien ministre du Budget Jérôme Cahuzac a été mis en examen mardi pour blanchiment de fraude fiscale après avoir reconnu qu'il avait détenu un compte à l'étranger, a déclaré mardi à l'AFP son avocat, Me Jean Veil.

"Ce compte n'a pas été abondé depuis 2001 et l'essentiel de ses revenus provenait de son activité de chirurgien et accessoirement de son activité de consultant", a déclaré l'avocat.

Sur son blog, l'ancien ministre, qui s'est dit "dévasté par le remords", a reconnu avoir détenu un compte bancaire à l'étranger depuis une vingtaine d'années et ordonné que les 600.000 euros déposés sur ce compte soient rapatriés sur son compte à Paris.

Le compte ouvert en Suisse "a été transféré à Singapour en 2009", a précisé son avocat.

Les avocats de M. Cahuzac, Mes Veil et Jean-Alain Michel, évaluent le montant du blanchiment à environ 30.000 euros.

"Nous avons fait observer que les faits se rapportant à l'ensemble des recettes sont aujourd'hui largement prescrits", a ajouté Me Veil.

"Aucune mesure de cautionnement n'a été prononcée" contre M. Cahuzac "qui s'est contenté de faire une déclaration aux juges", a poursuivi son avocat.

M. Cahuzac "s'est engagé à ne faire aucun recours contre les investigations qui seront menées en Suisse", a-t-il poursuivi.
afp (actualisé à 18h03)



AFFAIRE CAHUZAC

03 avril 2013 08:54; Act: 03.04.2013 09:09

«Seul Armstrong peut rivaliser avec Cahuzac»

La presse française mercredi fustige le mensonge et dénonce la trahison de l'ancien ministre du Budget, qui a reconnu détenir un compte à l'étranger depuis une vingtaine d'années.



Au-delà du cas personnel, les éditorialistes de la presse française estiment que ces aveux de culpabilité de Jérôme Cahuzac pourraient avoir des conséquences sur l'ensemble de la vie politique. (photo: AFP)

«C'est une ignominie. Avec ses dissimulations, ses mensonges, Jérôme Cahuzac a fait bien plus que salir son honneur» écrit Eric Decouty dans *Libération*, pour qui «l'existence de son compte en Suisse est la première des fautes» de l'ancien ministre du Budget, qui a jeté «l'opprobre sur son action, discrédité la parole politique et soulevé des doutes quant à l'autorité du chef de l'État». Pour Paul-Henri du Limbert du *Figaro*, «à l'heure où la France s'enfonce chaque jour un peu plus dans la crise, rien n'est plus grave que l'atmosphère de suspicion généralisée que provoquera inévitablement l'affaire Cahuzac».

«Le scandale politique est énorme» clame Patrick Apel-Muller dans *L'Humanité*, car «l'homme qui tenait entre ses mains le budget de la France, qui pilotait l'administration fiscale et traquait les fraudeurs était lui-même un malfaiteur, auteur depuis plus de vingt ans d'évasions de capitaux et de dissimulation de ressources». «Dans la stratégie du mensonge éhonté devant micros et caméras, on ne voit guère que Lance Armstrong pour rivaliser avec Jérôme Cahuzac!», ironise Hervé Favre dans *La Voix du Nord*. «Depuis des mois (...) l'ancien ministre du Budget a multiplié les mensonges avec une constance qui n'avait d'égale que sa morgue à l'encontre de ses accusateurs», affirme Dominique Garraud dans *la Charente Libre*, ajoutant que cette affaire est «symptomatique de dérives individuelles nourries par un sentiment insupportable d'impunité».

Répercussions dans les plus hautes sphères de l'État?

Un sentiment partagé par Jacques Camus (*La Montagne Centre France*) soulignant que «comme d'autres avant lui», Jérôme Cahuzac s'est «fourvoyé dans la spirale du mensonge en espérant une trompeuse impunité». Pour Michel Urvoy de Ouest-France, Jérôme Cahuzac «abîme la Politique avec un grand "P"». Dans *le Midi Libre*, Jean-Michel Servant ose un rapprochement avec l'affaire DSK, jugeant qu'au final, cela concerne «deux mensonges, deux hommes rattrapés par la justice, deux gâchis énormes et une classe politique sonnée, humiliée, trahie».

Plusieurs éditorialistes estiment que ces aveux pourrait avoir des répercussions jusque dans les plus hautes sphères de l'État. «Ce rebondissement n'est pas moins dévastateur pour le président de la République qui a accordé sa confiance à un homme brillant, mais fragile», selon Raymond Couraud de *l'Alsace*, et qui va devoir «subir les conséquences de cette affaire sur son image de marque déjà érodée». Ce «mensonge éhonté» selon Christophe Bonnefoy du *Journal de la Haute-Marne*, «s'il brise tout net le destin d'un homme, est également une épine supplémentaire dans le pied de François Hollande». Et Bruno Dive dans *Sud Ouest* de reconnaître qu'aujourd'hui «les deux têtes de l'exécutif se trouvent bafouées».

Pour cet éditorialiste «au plus bas dans les sondages, en proie à une crise économique qu'ils ne savent pas comment affronter, menacés d'une crise sociale, Hollande et Ayrault n'avaient vraiment pas besoin de cette crise morale et politique». Indulgent, Hervé Chabaud dans *L'Union-L'Ardennais* estime que la confession de l'ex-ministre n'est pas «simplement celle du pauvre pécheur» mais qu'elle permet «à l'homme de se regarder à nouveau et en conscience devant sa glace» et qu'il a gagné «dans cette épreuve» son «combat intérieur».

(*L'essentiel Online*/AFP)

Australia to force multinationals to disclose tax arrangements

Measures aimed at curbing alleged tax avoidance will see firms with revenues above A\$100m required to publish tax details

Reuters in Canberra

Wednesday 3 April 2013 09.29 BST



The Australian prime minister, Julia Gillard, said profit-shifting by companies was an international issue that required action by the G20. Photograph: Str/AFP/Getty Images
[Australia](#) will force corporate giants such as Google and Apple to disclose their tax arrangements in an effort to curb alleged [tax avoidance](#) by multinational corporations.

The increasingly borderless global economy means big firms often have no tax liability in a country, even with a major local presence, assistant treasurer David Bradbury said on Wednesday.

In Australia, multinationals including the local arm of Google have been accused of shifting income to countries such as Holland or Ireland where tax rates are lower.

"This should not be a guessing game," said Bradbury after releasing measures that would require about 2,000 large and multinational businesses, including miners BHP Billiton and Rio Tinto with yearly revenue of A\$100m (£69m) or more, to have their tax details published by the government.

"The government intends to improve transparency around how much tax large enterprises are paying. We want to make sure that large multinational companies are paying their fair share," he said.

Australia's minority Labor government last year released draft revisions to tax laws to stop profit-shifting in line with a push by Britain and Germany, and discussions last year within the Group of 20 wealthy nations.

Asked in a radio interview on Wednesday about alleged profit-shifting by Google, the prime minister, Julia Gillard, said she did not want to single out any company but said profit-shifting was an international issue requiring action by G20 nations.

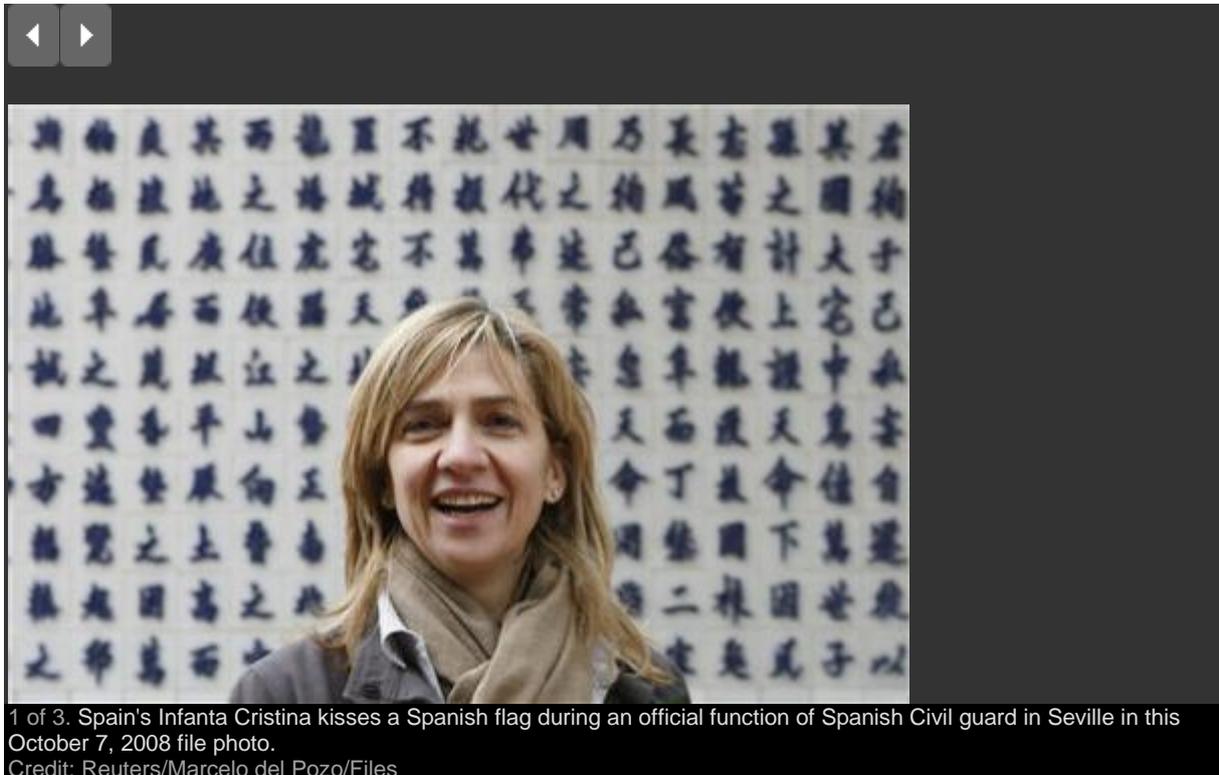
"As a matter of principle, taxpayers, whether they're companies or individuals, should pay their proper rate of tax," Gillard said. "This is an ongoing discussion at an international level."

The revisions, opposed by opposition conservatives, will be voted on by parliament after the 14 May budget, with the government requiring support from a handful of independent lawmakers and Greens holding the balance of power.

The amendments aim to shut down loopholes that risk the loss of more than A\$1bn in government revenues each year by allowing IT firms to avoid or reduce tax through online sales.

Australia's corporate tax rate is 30%, compared with 12.5% in Ireland. Major companies including Rio Tinto have already begun publishing tax details, expanding on information in existing financial statements.

Spanish king's daughter charged in corruption inquiry



By Elisabeth O'Leary and Inmaculada Sanz
MADRID | Wed Apr 3, 2013 11:28am EDT

(Reuters) - Spain's Princess Cristina, daughter of King Juan Carlos, was charged on Wednesday in a corruption inquiry against her husband, the latest in a spate of high-level graft cases that have angered Spaniards suffering in a severe recession.

The princess, 47, was ordered to appear before a judge on April 27, charged in a pre-trial investigation amounting to an extraordinary legal move against a member of the royal family.

Judge Jose Castro said there was evidence the princess was an accomplice to her husband, Inaki Urdangarin, who has been accused of tax fraud and embezzling 6 million euros in public funds when he headed a charitable foundation.

"The law is the same for everyone," the judge said in a court document explaining his decision, echoing the king's own words in his 2011 Christmas address to the nation.

Corruption experts said Castro was building up to issuing a formal indictment against both Urdangarin and Cristina that could lead to putting them both on trial.

Disenchantment with the rich and powerful has grown in [Spain](#) as unemployment has soared to 26 percent, one of the worst rates in Europe, and a cases of corruption and nepotism in the ruling classes have piled up.

Manuel Vitoria, an expert in corruption and professor of political science at King Juan Carlos University, called the charges "devastating" for the royal family.

"He is saying he considers (Cristina) an accomplice, that he (Urdangarin) could not have done it without her. She had knowledge and didn't put a stop to it," Vitoria said.

The decision will probably deepen public disenchantment with the royal family and fuel debate on whether the once-popular king should abdicate in favor of his son, Crown Prince Felipe.

Castro had been looking into emails which were sent by Urdangarin to his wife asking for her advice on business matters at his charitable Noos Foundation.

A former [Olympics](#) handball player, Urdangarin is accused of using his powerful connections to win public contracts to stage events on the Mediterranean island of Mallorca and elsewhere in Spain. Urdangarin has denied any wrongdoing.

Castro said he had charged Princess Cristina because he wanted her to testify in person, and under Spanish law she could have avoided doing so had he charged her as a witness.

The Royal Palace declined to comment.

King Juan Carlos, 75, and his wife, Queen Sofia, have tried to distance themselves from the scandal. Urdangarin has been barred from royal family events, and photographs of him have been taken off the official website.

"I think this is a good thing. If she did something wrong, it's logical that justice be done," said Diana Presa, a student in Madrid.

In an unrelated case that has also stirred public ire, judges have brought charges against three former treasurers of the governing People's Party for crimes ranging from bribery to money laundering to tax evasion.

Public irritation with the king has risen as his luxury lifestyle, rumors of adultery and allegations of corruption in the royal family have taken prominence in once respectful local media while ordinary Spaniards face a crippling economic crisis.

Juan Carlos was once revered for his role in shepherding a transition to democracy in the 1970s after dictator Francisco Franco died. But his image has deteriorated.

Last year he broke his hip while hunting elephants on safari in Africa, and the news enraged many Spaniards whose standard of living has plunged during the recession.

In December a survey found 79 percent of Spaniards felt that Prince Felipe was ready to be head of state, while the king's personal approval rating had fallen to 58 percent, down from 74 percent before his safari.

The latest CIS poll showed Spaniards naming corruption as the nation's second biggest problem after unemployment.

(Additional reporting by Emma Pinedo and Fiona Ortiz, Editing by Julien Toyer and Mark Heinrich)

theguardian

Leaks reveal secrets of the rich who hide cash offshore

Exclusive: Offshore financial industry leak exposes identities of 1,000s of holders of anonymous wealth from around the world

[David Leigh](#)

Wednesday 3 April 2013 23.59 BST



The British Virgin Islands, the world's leading offshore haven used by an array of government officials and rich families to hide their wealth. Photograph: Duncan Mcnicol/Getty Images

Millions of internal records have leaked from Britain's offshore financial industry, exposing for the first time the identities of thousands of holders of anonymous wealth from around the world, from presidents to plutocrats, the daughter of a notorious dictator and a British millionaire accused of concealing assets from his ex-wife.

The leak of 2m emails and other documents, mainly from the offshore haven of the [British Virgin Islands](#) (BVI), has the potential to cause a seismic shock worldwide to the booming offshore trade, with a former chief economist at McKinsey estimating that wealthy individuals may have as much as \$32tn (£21tn) stashed in overseas havens.

In France, Jean-Jacques Augier, President François Hollande's campaign co-treasurer and close friend, has been forced to publicly identify his Chinese business partner. It emerges as Hollande is mired in financial scandal because his former budget minister concealed a Swiss bank account for 20 years and repeatedly lied about it.

In Mongolia, the country's former finance minister and deputy speaker of its parliament says he may have to resign from politics as a result of this investigation.

But the two can now be named for the first time because of their use of companies in offshore havens, particularly in the British Virgin Islands, where owners' identities normally remain secret.

The names have been unearthed in a novel project by [the Washington-based International Consortium of Investigative Journalists \[ICIJ\]](#), in collaboration with the Guardian and other international media, who are jointly publishing their research results this week.

The naming project may be extremely damaging for confidence among the world's wealthiest people, no longer certain that the size of their fortunes remains hidden from governments and from their neighbours.

BVI's clients include Scot Young, a millionaire associate of deceased oligarch Boris Berezovsky. Dundee-born Young is in jail for contempt of court for concealing assets from his ex-wife.

Young's lawyer, to whom he signed over power of attorney, appears to control interests in a BVI company that owns a potentially lucrative Moscow development with a value estimated at \$100m.

Another is jailed fraudster Achilleas Kallakis. He used fake BVI companies to obtain a record-breaking £750m in property loans from reckless British and Irish banks.

As well as Britons hiding wealth offshore, an extraordinary array of government officials and rich families across the world are identified, from Canada, the US, India, Pakistan, Indonesia, Iran, China, Thailand and former communist states.

The data seen by the Guardian shows that their secret companies are based mainly in the British Virgin Islands.

Sample offshore owners named in the leaked files include:

- Jean-Jacques Augier, François Hollande's 2012 election campaign co-treasurer, launched a Caymans-based distributor in China with a 25% partner in a BVI company. Augier says his partner was Xi Shu, a Chinese businessman.
- Mongolia's former finance minister. Bayartsogt Sangajav set up "Legend Plus Capital Ltd" with a Swiss bank account, while he served as finance minister of the impoverished state from 2008 to 2012. He says it was "a mistake" not to declare it, and says "I probably should consider resigning from my position".
- The president of Azerbaijan and his family. A local construction magnate, Hassan Gozal, controls entities set up in the names of President Ilham Aliyev's two daughters.
- The wife of Russia's deputy prime minister. Olga Shuvalova's husband, businessman and politician Igor Shuvalov, has denied allegations of wrongdoing about her offshore interests.
- A senator's husband in Canada. Lawyer Tony Merchant deposited more than US\$800,000 into an offshore trust.

He paid fees in cash and ordered written communication to be "kept to a minimum".

- A dictator's child in the Philippines: Maria Imelda Marcos Manotoc, a provincial governor, is the eldest daughter of former President Ferdinand Marcos, notorious for corruption.

- Spain's wealthiest art collector, Baroness Carmen Thyssen-Bornemisza, a former beauty queen and widow of a Thyssen steel billionaire, who uses offshore entities to buy pictures.
- US: Offshore clients include Denise Rich, ex-wife of notorious oil trader Marc Rich, who was controversially pardoned by President Clinton on tax evasion charges. She put \$144m into the Dry Trust, set up in the Cook Islands.

It is estimated that more than \$20tn acquired by wealthy individuals could lie in offshore accounts. The UK-controlled BVI has been the most successful among the mushrooming secrecy havens that cater for them.

The Caribbean micro-state has incorporated [more than a million such offshore entities](#) since it began marketing itself worldwide in the 1980s. Owners' true identities are never revealed.

Even the island's official financial regulators normally have no idea who is behind them.

The British Foreign Office depends on [the BVI's company licensing revenue](#) to subsidise this residual outpost of empire, while lawyers and accountants in the City of London benefit from a lucrative trade as intermediaries.

They claim the tax-free offshore companies provide legitimate privacy. Neil Smith, the financial secretary of the autonomous local administration in the BVI's capital Tortola, told the Guardian it was very inaccurate to claim the island "harbours the ethically challenged".

He said: "Our legislation provides a more hostile environment for illegality than most jurisdictions".

Smith added that in "rare instances ...where the BVI was implicated in illegal activity by association or otherwise, we responded swiftly and decisively".

The Guardian and ICIJ's [Offshore Secrets series last year](#) exposed how UK property empires have been built up by, among others, Russian oligarchs, fraudsters and tax avoiders, using BVI companies behind a screen of sham directors.

Such so-called "nominees", Britons giving far-flung addresses on Nevis in the Caribbean, Dubai or the Seychelles, are simply renting out their names for the real owners to hide behind.

The whistleblowing group WikiLeaks caused a storm of controversy in 2010 when it was able to download almost two gigabytes of leaked US military and diplomatic files.

The new BVI data, by contrast, contains more than 200 gigabytes, covering more than a decade of financial information about the global transactions of BVI private incorporation agencies. It also includes data on their offshoots in Singapore, Hong Kong and the Cook Islands in the Pacific.

Un véritable œil de cyclone fiscal

2013-04-04 11:29:00



86 journalistes lèvent le voile jeudi sur un gigantesque scandale fiscal. Sont divulguées depuis minuit des données informatiques concernant des sociétés offshore provenant de plusieurs hauts lieux d'évasion fiscale, notamment des îles vierges britanniques, îles Cook et aussi du Luxembourg.

Les médias internationaux parlent d'un véritable séisme fiscal. Un disque dur, envoyé anonymement par la poste à une adresse en Australie, serait à l'origine de ce scandale. Un offshore leaks qui est le fruit d'un travail réalisé ces 15 derniers mois par 86 journalistes. Y ont participé des investigateurs de journaux de grande renommée, tels que *Washington Post*, *BBC*, *The Guardian*, *le Monde*, *Matin Dimanche*, *Le Soir*, *Nordeutscher Rundfunk (NDR)*, [*Sueddeutsche Zeitung*](#).

Des membres du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) qui ont en leur possession plus de 2,5 millions documents sur 130 000 sociétés « offshore » et particuliers.

Ce réseau de 36 médias internationaux ont en effet eu accès, grâce à l'ICIJ, à des informations ayant fuité de deux sociétés offrant des services "offshore": l'une basée à Singapour, l'autre dans les Iles vierges.

Une liste sans fin

Depuis minuit, les journalistes dévoilent progressivement les secrets financiers jusqu'ici les mieux gardés. Sont passées au crible des transactions offshore issues de sociétés et de particuliers provenant de 170 pays. Parmi les fraudeurs, des conseillers fiscaux, des cadres de banques et des particuliers.

De nombreux titres prévoient de divulguer des informations plus précises au courant de la

journée. Le journal britannique [The Guardian](#) est dans ce contexte le premier à publier les noms d'une série de personnalités et de dirigeants actionnaires de sociétés dans des paradis fiscaux, dont le président d'Azerbaïdjan.

D'après le journal, des documents secrets obtenus par le consortium d'investigation américain (ICIJ) après une enquête de longue haleine montrent ainsi que trois sociétés auraient été créées en 2008 aux îles Vierges britanniques, un paradis fiscal situé dans les Antilles, au nom des filles du président Ilham Aliyev.

Une autre aurait été établie en 2003, au nom du président et de sa femme. D'après le journal, les intéressés se sont refusés à tout commentaire.

Les noms de la célèbre collectionneuse d'art espagnole Carmen Thyssen-Bornemisza, de la fille aînée de l'ancien dictateur philippin Ferdinand Marcos, Maria, ou de Olga Shuvalova, la femme de Igor Shuvalov, un homme d'affaires proche de Poutine, qui occupe le poste de vice-Premier ministre en Russie.

L'ancien ministre des Finances de Mongolie, Bayartsogt Sangajav apparaît aussi dans cette liste. Ce dernier aurait créé la société "Legend Plus Capital Ltd", par le biais d'un compte en Suisse, quand il était en fonction de 2008 à 2012. Il a reconnu que c'était une "faute" de ne pas l'avoir déclarée.

Scandale belge

[Dans son édition électronique de 17h00](#), *Le Soir* divulguera des données concernant la Belgique, ce qui risque de déclencher une hécatombe dans le monde financier et d'ébranler le paradis fiscal. Comme le souligne le quotidien belge, cette fuite risque de tâcher « la Russie, l'Azerbaïdjan, les Philippines, le Kazakhstan, Chypre, la Thaïlande, le Zimbabwe, la dictature birmane mais aussi, plus prosaïquement, les plus fortunés d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest », ... et probablement aussi le Grand-Duché.

Via le Luxembourg

Les données concernent aussi un certain nombre de contribuables suisses, comme le célèbre photographe Gunter Sachs, héritier de la dynastie von Opel, des voitures Opel, rapporte [Le Matin Dimanche](#). Entre 1993 et 2007, Portcullis Trustnet aux Îles Cook a ouvert pour lui deux sociétés à responsabilité limitée ainsi que cinq trusts.

« Selon une enquête réalisée en commun avec la *Süddeutsche Zeitung*, aucune de ces entités ne figure dans la déclaration fiscale de Gunter Sachs, qui était domicilié à Gstaad les trois dernières années de sa vie, de 2008 jusqu'à son suicide dans la nuit du 6 au 7 mai 2011 » précise le journal suisse. Sa déclaration fiscale ne mentionnait pas non plus les sociétés basées au Luxembourg et au Panama. « Deux d'entre elles disposent de plus de 9 millions de francs de capital ainsi que des placements immobiliers en Suisse valant des millions ».

Toujours suivant *Le Matin Dimanche*, Gunter Sachs avait déclaré au canton de Berne quelque 470 millions de francs de patrimoine lors des dernières années de sa vie. Un patrimoine qui d'après ses anciens employés était largement supérieur.

« Les montages juridiques et financiers de Gunter Sachs, qui passent par les Îles Cook, le Luxembourg, les Îles Vierges britanniques, les Bahamas ou Panama, ont en partie été réalisés avec les conseils de l'étude Lenz & Staehlin, basée à Genève, Lausanne et Zurich et employant plus de 150 avocats » poursuit le quotidien. L'un des partenaires, Peter Hafter, a d'ailleurs déclaré que «les trusts concernés n'ont pas été mis en place pour des raisons

fiscales, mais bien plus pour la planification successorale». Cet interlocuteur privilégié de Gunter Sachs a en outre indiqué que l'ensemble du patrimoine de Gunter Sachs a été signalé aux autorités fiscales concernées au moment de sa mort, tout en assurant que « si les trusts n'ont effectivement pas été annoncés aux autorités fiscales, les actifs qui s'y trouvaient l'ont été ».

Hollande pas épargné

Autre révélation embarrassante pour le président français François Hollande, [déjà aux prises avec le scandale déclenché par l'inculpation d'un de ses ministres pour fraude fiscale](#): la présence dans cette liste de Jean-Jacques Augier, trésorier de la campagne présidentielle du président français François Hollande en 2012.

Selon le journal français *Le Monde*, il serait actionnaire de deux sociétés offshore dans les îles Caïmans par le biais de son holding financier Eurane.

The Guardian signale pour sa part que ces informations représentent "le plus important stocks d'informations venues de l'intérieur sur le système des sociétés off-shore, jamais obtenu par des médias". Le journal précise toutefois que son article "ne suggère pas que les personnalités citées ont enfreint la loi".

Le Monde souligne de son côté qu'être actionnaire d'une société offshore n'est pas une infraction, mais que ces révélations tombent mal, alors que la confiance des Français en la probité des hommes politiques a été ébranlée après l'affaire du compte en Suisse non déclaré de l'ex-ministre du Budget Jérôme Cahuzac.

afp/lequotidien (actualisé à 12h56)

theguardian

We must change tax system to ensure poor countries get fair share – OECD

OECD official says rich countries should demand transparency from multinationals and stop cash passing through tax havens

- [Mark Tran](#) in Paris
- guardian.co.uk, Friday 5 April 2013 15.49 BST



Workers on a construction site in Jakarta. The OECD's Erik Solheim says the tax system stops poorer countries getting their fair tax share. Photograph: Adi Weda/EPA

The global tax structure must change as it is unacceptable that a large part of the world economy is passing through tax havens, a senior official from the Organisation for Economic Co-operation and Development ([OECD](#)) said on Friday.

But Erik Solheim, chair of the OECD's development assistance committee – the club of rich aid donor countries – told the Guardian that the world cannot wait for wholesale changes and needs to act now, particularly to ensure that developing countries receive their fair share of taxes from multinational companies.

Solheim spoke amid the latest [revelations on offshore tax havens](#), including the British Virgin Islands.

"Obviously we have to aim for heaven, but we cannot wait, there are enormous opportunities now, by for example setting the right tax rate," said Solheim, referring to his native Norway.

"We set a 78% flat tax rate for oil companies to ensure there was enough money for future generations. A number of companies threatened to leave, but none have because at the end of the day, they are interested in sound long-term profits and not super profits."

At a time when official development assistance from rich countries is dropping – [it fell for the second successive year in 2012](#) – the buzz phrase in development circles is domestic resource mobilisation, or tax, not only from foreign companies but from domestic elites too, [Pakistan](#) being a case in point. UK MPs this week said Pakistan needs to recoup more in taxes before it receives any aid boost. Solhim said there are efforts to improve tax collection in developing countries, but they need to be scaled up.

"In general, [transparency](#) is the key," said Solheim. "We should demand transparency when people are transferring money – normally they want to hide this."

The OECD in Paris is doing much of the research and data collection on tax evasion, tax avoidance and illicit transfers at the behest of political leaders in the G8 and G20 countries as they seek to recoup missing billions at a time of austerity. David Cameron is pushing the topic at June's G8 summit in Northern Ireland, but has been embarrassed by the flood of revelations on the UK's own offshore tax industry.

Angel Gurría, the OECD secretary general, however, praised Cameron – and his predecessor Gordon Brown – for pushing hard on tax. "To be fair to the likes of Cameron, if it had not been for the political will of the G20, we would not have a global forum where 120 jurisdictions deliver tax information to each other on request," he said.

Set up by the G20 in 2000, [the global forum on transparency and exchange of information on tax purposes](#) lays down international standards for the exchange of information. Gurría described the global forum as a game changer, although it clearly has some way to go in light of the latest disclosures on tax havens.

The issue of illicit financial flows is crucial in developing countries, which are in a much weaker position than rich countries to deal with powerful companies, even when it comes to legitimate flows, particularly transfer pricing.

Transfer prices are used to calculate how profits should be allocated among different parts of a company in different countries and are used to decide how much tax a multinational pays and to which administration. Around 60% of the world's trade takes place within multinationals.

"Transfer pricing is more of a negotiation between two parties and their lawyers and accountants," said an OECD official. "The multinational is going to have more and better-trained lawyers and accountants."

An OECD issue paper, seen by the Guardian, spelt out the mismatch in bargaining power. "Many developing countries have weak or incomplete transfer pricing regimes," it said.

"Some have problems in enforcing their transfer pricing regimes due to gaps in the law, weak or no regulations and guidelines for companies, and limited technical capacity to carry out transfer pricing risk assessment and transfer pricing audits, and to negotiate transfer pricing adjustments with multinational companies."

The OECD paper, however, faults member countries for not doing enough to combat illicit flows. On money laundering, the OECD found many of its members deficient on identifying the beneficial – or real – owners of companies. In order to prevent, uncover or prosecute

people engaged in money laundering, authorities must be able to identify those who ultimately control or benefit from corporate entities – the beneficial owner.

"Overall OECD performance on this sub-category is particularly weak," said the paper.

The OECD suggests that donors should invest more in anti-corruption and tax systems in developing countries as the payoff can be high. Donor support worth \$5.3m in 2004-10 to improve tax collection in El Salvador led to increased revenue of \$350m a year. Support for transfer pricing in Colombia at a cost of \$15,000 led to a 76% increase in revenues from \$3.3m in 2011 to \$5.83m last year.

"Now that the political momentum has been built, the next step is to move from analysis to action by implementing the illicit financial flows agenda," said the OECD. "This will require action by both OECD and developing countries. Developing countries must take the lead – by undertaking structural reforms and increasing their efforts to combat corruption and financial crime – but OECD countries must also strengthen their own systems to avoid becoming safe havens for illicit flows."

- *Mark Tran travelled to Paris with the OECD*